

Les failles métaboliques. Dévaliser le sol (I). Biens communs et classes avant le capitalisme

6 août 2021 [Alencontre](#) [Ecologie 0](#)



Par Ian Angus

«Tous les progrès de l'agriculture capitaliste sont des progrès dans l'art, non seulement d'exploiter le travailleur, mais de dépouiller le sol.» (Karl Marx)

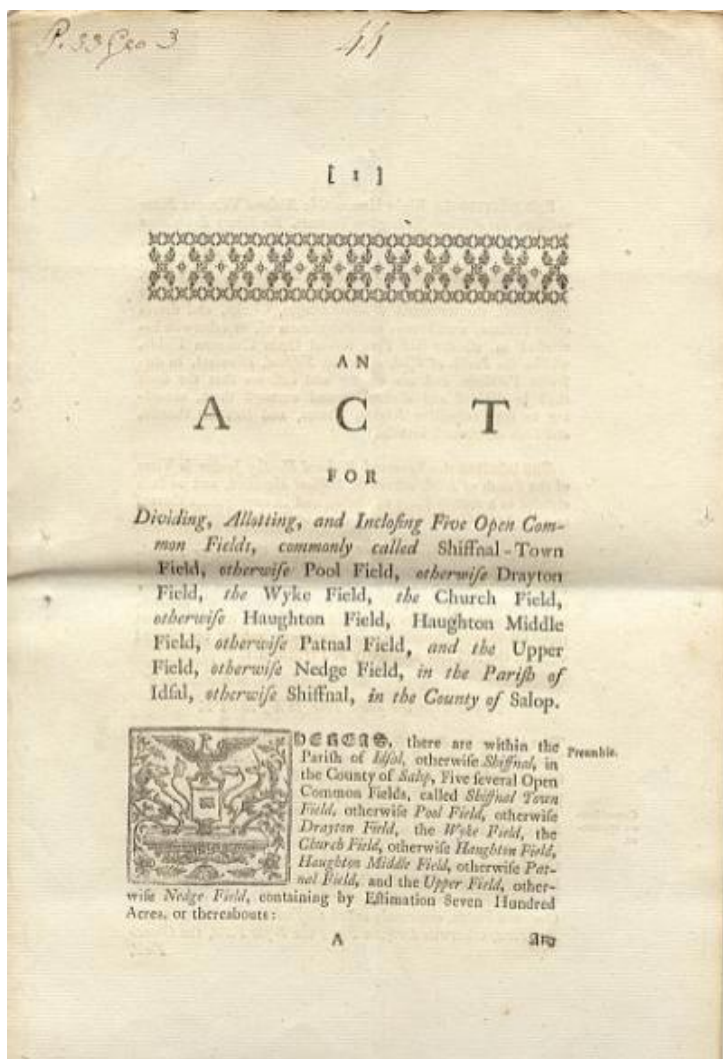
Pour vivre, les humains doivent manger, et plus de 90% de notre alimentation provient directement ou indirectement du sol (de la terre). Comme le dit le philosophe Wendell Berry: «Le sol est le grand connecteur des vies... Si nous n'en prenons pas soin, nous ne pouvons pas avoir de communauté, car si nous n'en prenons pas soin, nous ne pouvons pas avoir de vie.» [1]

La prévention de la dégradation des sols et la préservation de leur fertilité devraient être une priorité mondiale, mais ce n'est pas le cas. Selon les Nations unies, un tiers des terres de la planète sont aujourd'hui gravement dégradées, et nous perdons chaque année 24 milliards de tonnes de sol fertile. Plus de 1,3 milliard de personnes dépendent d'aliments provenant de terres agricoles dégradées ou en voie de dégradation [2]. Même dans les pays les plus riches, la quasi-totalité de la production alimentaire dépend d'applications massives d'engrais et de pesticides de synthèse qui dégradent encore plus les sols et empoisonnent l'environnement.

Pour reprendre les mots de Karl Marx, «une agriculture rationnelle est incompatible avec le système capitaliste» [3] Pour comprendre pourquoi, il faut comprendre comment l'agriculture capitaliste a émergé d'un système très différent.

Pendant presque toute l'histoire de l'humanité, nous avons presque tous vécu et travaillé sur la terre. Aujourd'hui, la plupart d'entre nous vivent dans des villes.

Il est difficile d'exagérer la radicalité de ce changement et la rapidité avec laquelle il s'est produit. Il y a 200 ans, 90% de la population mondiale était rurale. En 1851, la Grande-Bretagne est devenue le premier pays majoritairement urbain du monde. En 1960, les deux tiers de la population mondiale vivaient encore dans des zones rurales. Aujourd'hui, c'est moins de la moitié, et seulement la moitié d'entre eux sont des agriculteurs.



Acte d'enclosure datant de 1793

Entre le déclin du féodalisme et l'essor du capitalisme industriel, la société rurale a été transformée par un ensemble de processus que l'on appelle collectivement l'enclosure. Il s'agit de la séparation de la plupart des gens de la terre, et la concentration de la propriété foncière entre les mains d'une infime minorité, ont constitué des changements révolutionnaires dans les modes de vie et de travail

des humains. Ces changements se sont produits de différentes manières et à différentes époques dans différentes parties du monde, et se poursuivent encore aujourd'hui.

Notre point de départ est l'Angleterre, où s'est produit ce que Marx a appelé «l'accumulation dite primitive».

Champs communs, droits communs

Dans l'Angleterre médiévale et du début de l'ère moderne, la plupart des gens étaient pauvres, mais ils étaient également autosuffisants – ils tiraient leurs besoins essentiels directement de la terre, qui était une ressource commune, et non une propriété privée comme nous l'entendons.

Personne ne sait vraiment quand et comment les systèmes agricoles communs anglais ont vu le jour. Il est fort probable qu'ils aient été introduits en Angleterre par les colons anglo-saxons après la fin de la domination romaine. Ce dont nous sommes sûrs, c'est que l'agriculture de plein champ était répandue, sous diverses formes, lorsque le féodalisme anglais était à son apogée, aux XIIe et XIIIe siècles.

Les terres elles-mêmes étaient détenues par des propriétaires terriens, directement ou indirectement par le roi. Un dignitaire local pouvait détenir et vivre sur un seul manoir – l'équivalent approximatif d'un village, d'une commune – tandis qu'un aristocrate, un évêque ou un monastère de haut rang pouvait en détenir des dizaines. Les personnes qui travaillaient réellement la terre, qui constituaient souvent un mélange de serfs non libres et de paysans libres, payaient un loyer et d'autres redevances en travail, en produits ou (plus tard) en espèces, et disposaient, en plus de l'utilisation des terres arables, d'une variété de droits légaux et traditionnels pour utiliser les ressources du manoir, comme faire paître les animaux dans les pâturages communs, ramasser du bois de chauffage, des baies et des noix dans la forêt du manoir, et collecter (glander) le grain qui restait dans les champs après la récolte.

«Les droits communs étaient gérés, divisés et redivisés par les communautés. Ces droits étaient fondés sur le maintien de relations et d'activités qui contribuaient à la reproduction collective. Aucun seigneur féodal n'avait de droits sur la terre à l'exclusion de ces droits coutumiers des gens du commun. Ils n'avaient pas non plus le droit de s'emparer ou d'englober les champs communs dans leur propre domaine.» [4]

Les systèmes culturels variaient beaucoup, mais généralement un manoir ou un canton comprenait à la fois la ferme du propriétaire (le domaine) et des terres exploitées par des locataires qui avaient des droits d'utilisation à vie. La plupart des récits ne parlent que des systèmes de champs ouverts (*openfield*), dans lesquels chaque locataire cultivait plusieurs bandes de terre (lanières, bandes : des parcelles) dispersées dans les champs arables afin qu'aucune famille ne dispose de tous les meilleurs sols. Mais il existait d'autres arrangements. Dans certaines régions du sud-ouest de l'Angleterre et de l'Ecosse, par exemple, les fermes situées sur des terres arables communes étaient souvent compactes, et non en lanières, et étaient périodiquement redistribuées entre les membres de la communauté des communes. C'est ce qu'on appelle le *runrig* [*rig*=bande]; un arrangement similaire en Irlande était appelé *rundale*.

La plupart des manoirs possédaient également des pâturages communs pour nourrir les bovins, les moutons et d'autres animaux, et dans certains cas, des forêts, des zones humides et des cours d'eau.

Bien que coopératives, ces communautés n'étaient pas égales entre elles. A l'origine, toutes les exploitations étaient peut-être de la même taille, mais avec le temps, une différenciation économique considérable s'est opérée [5]. Quelques fermiers aisés possédaient des terres dont la production était suffisante pour être vendue sur les marchés locaux. D'autres (probablement la majorité dans la plupart des villages) disposaient de suffisamment de terres pour subvenir aux besoins de leur famille avec un petit excédent les bonnes années. D'autres, encore, disposaient de beaucoup moins de terres et travaillaient probablement à temps partiel pour leurs voisins plus aisés ou pour le propriétaire. «Nous pouvons voir cette stratification à travers les comtés anglais dans le Domesday Book de 1086, où au moins un tiers de la population paysanne était constitué de petits propriétaires. A la fin du treizième siècle, cette proportion, dans certaines parties du sud-est de l'Angleterre, était supérieure à la moitié.» [6]

Comme l'explique l'historien marxiste Rodney Hilton, les différences économiques entre les paysans médiévaux n'étaient pas encore des différences de classe. «Les petits propriétaires pauvres et les paysans plus riches faisaient, malgré les différences de revenus, toujours partie du même groupe social, avec un style de vie similaire, et se différenciaient les uns des autres par la quantité produite plutôt que par la qualité de leurs possessions.» [7] Ce n'est qu'après la dissolution du féodalisme au XVe siècle qu'une couche d'agriculteurs capitalistes s'est développée.

L'autogestion

Si l'on en croit un article influent publié en 1968, l'agriculture fondée sur les communs aurait dû disparaître peu après sa naissance. Dans *The Tragedy of the Commons*, Garrett Hardin soutenait que les gens des communs allaient inévitablement surutiliser les ressources, provoquant un effondrement écologique. En particulier, afin de maximiser ses revenus, «chaque gardien de troupeau essaiera de garder autant de bétail que possible sur les biens communs», jusqu'à ce que le surpâturage détruise les pâturages et qu'ils n'accueillent plus aucun animal. «La liberté dans un bien commun entraîne la ruine de tous.» [8]

Depuis sa publication en 1968, le récit de Garrett Hardin a été largement adopté par les universitaires et les dirigeants politiques, et utilisé pour justifier le vol des terres des peuples indigènes, la privatisation des soins de santé et d'autres services sociaux, l'octroi aux entreprises de «permis négociables» pour polluer l'air et l'eau, etc. Il est remarquable que peu de ceux qui ont accepté les vues de Garrett Hardin comme faisant autorité remarquent qu'il n'a fourni aucune preuve à l'appui de ses conclusions radicales. Il affirmait que la «tragédie» était inévitable, mais il ne démontrait pas que cela s'était produit ne serait-ce qu'une fois [9].

Les universitaires qui ont réellement étudié l'agriculture basée sur les biens communs ont tiré des conclusions très différentes. «Ce qui a existé en fait n'était pas une "tragédie des communs" mais plutôt un triomphe: pendant des centaines d'années – et peut-être des milliers, bien qu'il n'existe pas de documents écrits pour prouver la plus longue période – la terre a été gérée avec succès par les communautés.» [10]

Le compte rendu le plus important sur la façon dont a réellement fonctionné l'agriculture des champs communs en Angleterre est le livre primé de Jeanette Neeson, *Commoners: Common*

Right, Enclosure and Social Change in England, 1700-1820 [Past and Present Publications]. Son étude des registres manoriaux subsistants des années 1700 a montré que les villageois des champs communs, qui se réunissaient deux ou trois fois par an pour décider des questions d'intérêt commun, étaient pleinement conscients de la nécessité de réguler le métabolisme entre le bétail, les cultures et le sol.

«La régulation efficace des pâturages communs a été aussi importante pour les niveaux de productivité que l'introduction de cultures fourragères et la transformation des terres labourées en pâturages, peut-être même plus importante. Un contrôle minutieux a permis d'accroître le nombre de têtes de bétail et, avec elles, la production de fumier. ... Les ordres dans l'utilisation des terres montrent très clairement que les villageois des champs communs essayaient à la fois de maintenir la valeur des pâturages communs et de nourrir la terre.» [11]

Les réunions de village sélectionnaient des «jurys» d'agriculteurs expérimentés pour étudier les problèmes et introduire des règlements permanents ou temporaires. Une attention particulière était accordée aux «stints»: des limites au nombre d'animaux autorisés sur les pâturages, aux déchets et autres terres communes. «L'introduction d'un stint protégeait le commun en veillant à ce qu'il reste suffisamment grand pour accueillir le nombre de bêtes auquel les fermiers avaient droit. Il protégeait également les petits roturiers des activités commerciales des éleveurs et des bouchers.» [12]

Les «jurys» fixaient également des règles pour le déplacement des moutons afin d'assurer une distribution uniforme du fumier. Ils organisaient la plantation de navets et d'autres plantes fourragères dans les champs en jachère, afin de pouvoir nourrir davantage d'animaux et produire plus de fumier. Le jury de l'un des manoirs étudiés par Jeannette Neeson autorisait les fermiers à faire paître des moutons supplémentaires s'ils semailent du trèfle sur leurs terres arables – bien avant que les scientifiques ne découvrent l'azote et la fixation de l'azote, ces agriculteurs savaient que le trèfle enrichissait le sol [13].

Et, étant donné les préoccupations actuelles concernant la propagation des maladies dans les grandes installations d'alimentation animale, il est instructif d'apprendre que les gens des communs du XVIIIe siècle ont adopté des règlements pour isoler les animaux malades, empêcher les porcs de souiller les étangs des chevaux et empêcher les chevaux et les vaches de l'extérieur de se mélanger aux troupeaux des villageois. Il existait également des contrôles stricts sur le moment où les taureaux et les béliers pouvaient entrer dans les communs pour la reproduction, et les «jurys»: «réglementaient ou interdisaient soigneusement l'entrée dans les communs d'animaux médiocres capables d'inséminer les moutons, les vaches ou les chevaux» [14].

Jeannette Neeson conclut que «le système des champs communs était un moyen efficace, souple et éprouvé d'organiser l'agriculture villageoise. Les pâturages communs étaient bien gouvernés, la valeur d'un droit commun était bien défendue»[15].

L'agriculture fondée sur les communs a survécu pendant des siècles précisément parce qu'elle était organisée et gérée démocratiquement par des personnes qui étaient intimement liées à la terre, aux cultures et à la communauté. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une société égalitaire, elle préfigurait à certains égards ce que Karl Marx, faisant référence à un avenir socialiste, décrivait comme «les producteurs associés, gouvernant le métabolisme humain avec la nature de manière rationnelle» [16].

Les luttes de classes

Cela ne veut pas dire que la société agraire était exempte de tensions. Il y avait des luttes presque constantes sur la façon dont la richesse produite par les paysans était distribuée dans la hiérarchie sociale. La noblesse et les autres propriétaires terriens cherchaient à obtenir des loyers plus élevés, des impôts moins élevés et des limites aux pouvoirs du seigneur, tandis que les paysans résistent aux empiétements des propriétaires sur leurs droits et se battent pour obtenir des loyers plus bas. La plupart de ces conflits ont été résolus par la négociation ou par des recours devant les tribunaux, mais certains ont débouché sur des batailles rangées, comme ce fut le cas en 1215, lorsque les barons ont forcé le roi John à signer la Magna Carta, et en 1381, lorsque des milliers de paysans ont marché sur Londres pour demander la fin du servage et l'exécution de seigneurs impopulaires.



Les historiens ont longtemps débattu des causes du déclin du féodalisme. Je ne tenterai pas ici de résoudre ni même de résumer ces discussions complexes [17]. Il suffit de dire qu'au début des années 1400 en Angleterre, l'aristocratie féodale était très affaiblie. La résistance des paysans avait effectivement mis fin au servage héréditaire et forcé les propriétaires à remplacer les redevances en travail par des loyers fixes, tout en laissant en place l'agriculture de plein champ et de nombreux droits communs. Marx a décrit les années 1400 et le début des années 1500, alors que les paysans anglais gagnaient une plus grande liberté et des loyers plus bas, comme «un âge d'or pour le travail en voie d'émancipation» [18].

Mais c'était aussi une période où les divisions économiques de longue date au sein de la paysannerie s'accroissaient. W.G. Hoskins a décrit ce processus dans son histoire classique de la vie dans un village du Midland.

«Au cours des quinzième et seizième siècles, il est apparu à Wigston ce que l'on peut appeler une aristocratie paysanne ou, si l'expression est encore trop forte, une classe de paysans capitalistes qui possédaient des fermes et des ressources en capital nettement plus importantes

que la masse générale des agriculteurs du village. Ce processus se déroulait partout dans les Midlands au cours de ces années...» [19]

Les paysans capitalistes étaient une petite minorité. L'historien de l'agriculture Mark Overton estime qu'«au début du XVI^e siècle, environ 80% des agriculteurs ne cultivaient que la nourriture nécessaire aux besoins de leur foyer familial». Parmi les 20% restants, seuls quelques-uns étaient de véritables capitalistes qui employaient des ouvriers et accumulaient toujours plus de terres et de richesses. Néanmoins, dès les années 1500, deux approches très différentes de la terre coexistaient dans de nombreuses communautés communales.

«Les attitudes et le comportement des agriculteurs produisant exclusivement pour leurs propres besoins étaient très différents de ceux des agriculteurs cherchant à faire du profit. Ils jugeaient leur production en fonction de son utilité pour eux plutôt qu'en fonction de sa valeur d'échange sur le marché... Les agriculteurs plus importants, orientés vers le profit, étaient toujours contraints par les sols et le climat, ainsi que par les coutumes et les traditions locales, mais ils avaient également l'œil sur le marché pour savoir quelles combinaisons de cultures et de bétail leur rapporteraient le plus d'argent.» [20]

Comme nous allons le voir, cette division a finalement conduit au renversement des communs.

Accumulation primitive

Pour Marx, la clé pour comprendre la longue transition du féodalisme agraire au capitalisme industriel était «le processus qui sépare le travailleur de la propriété des conditions de son propre travail», qui lui-même impliquait «deux transformations... les moyens sociaux de subsistance et de production sont transformés en capital, et les producteurs immédiats sont transformés en travailleurs salariés» [21].

«La nature ne produit pas d'une part des propriétaires d'argent ou de marchandises, et d'autre part des hommes ne possédant rien d'autre que leur propre force de travail. Cette relation n'a pas de base dans l'histoire naturelle, ni de base sociale commune à toutes les périodes de l'histoire humaine. Elle est manifestement le résultat d'un développement historique passé, le produit de nombreuses révolutions économiques, de l'extinction de toute une série de formations plus anciennes de la production sociale.» [22]

Une décennie avant la publication du *Capital*, Marx a résumé ce développement historique dans une première ébauche.

«C'est (...) précisément dans le développement de la propriété foncière que l'on peut étudier la victoire progressive et la formation du capital. (...) L'histoire de la propriété foncière, qui montrerait la transformation progressive du propriétaire féodal en propriétaire foncier, du fermier héréditaire, semi-tributaire et souvent non libre à vie en fermier moderne, et des serfs résidents, des esclaves et des vilains appartenant à la propriété en journaliers agricoles, serait en effet l'histoire de la formation du capital moderne.» [23]

Dans la section VIII du volume I du *Capital*, intitulée «L'accumulation dite primitive du capital», il développe ce paragraphe en un récit puissant et émouvant du processus historique par lequel la dépossession des paysans a créé la classe ouvrière, tandis que la terre qu'ils avaient travaillée pendant des millénaires est devenue la richesse capitaliste qui les a

exploités. C'est la partie la plus explicitement historique du *Capital*, et de loin la plus lisible. Personne avant Marx n'avait fait de recherches aussi approfondies sur le sujet – Harry Magdoff a dit un jour qu'en relisant ce livre, il avait été immédiatement impressionné par la profondeur de l'érudition de Marx, par «la quantité de recherches, de travail acharné et d'énergie énorme dans les faits accumulés qui apparaissent dans ses phrases» [24].

Depuis que Marx a écrit *Le Capital*, les historiens ont publié une grande quantité de recherches sur l'histoire de l'agriculture et de la propriété foncière en Angleterre – à tel point qu'il y a quelques décennies, il était à la mode pour les historiens universitaires de prétendre que Marx avait tout faux, que la privatisation des terres communes était un processus bénéfique pour toutes les parties concernées. Cette opinion n'est plus guère soutenue aujourd'hui. Bien sûr, il serait très surprenant que les recherches ultérieures ne contredisent pas Marx à certains égards, mais si son récit nécessite quelques modifications, notamment en ce qui concerne les différences régionales et le rythme du changement, l'histoire et l'analyse de Marx sur les biens communs restent une lecture essentielle [25].

Le prochain épisode de cette série traitera de la manière dont, en deux grandes vagues de changement social, les propriétaires et les fermiers capitalistes «ont conquis le terrain pour l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et créé pour les industries urbaines les réserves nécessaires de prolétaires libres et sans droit» [26]. (Article publié sur le site *Climate&Capitalism*, le 1er août 2021; traduction rédaction *A l'Encontre*)

[1] Wendell Berry, *Wendell Berry: Essays 1969-1990*, ed. Jack Shoemaker (Library of America, 2019), 317.

[2] <https://www.unccd.int/news-events/better-land-use-and-management-critical-achieving-agenda-2030-says-new-report>

[3]. Karl Marx, *Capital: A Critique of Political Economy*, trans. David Fernbach, vol. 3, (Penguin Books, 1981), 216

[4] John Bellamy Foster, Brett Clark, and Hannah Holleman, "Marx and the Commons," *Social Research* (Spring 2021), 2-3.

[5] See "Reasons for Inequality Among Medieval Peasants," in Rodney Hilton, *Class Conflict and the Crisis of Feudalism: Essays in Medieval Social History* (Hambleton Press, 1985), 139-151.

[6] Rodney Hilton, *Bond Men Made Free: Medieval Peasant Movements and the English Rising of 1381* (Routledge, 2003 [1973]), 32.

[7] Rodney Hilton, *Bond Men Made Free*, 34.

[8] Garrett Hardin, The Tragedy of the Commons, *Science*, December 13, 1968.

[9] Ian Angus, The Myth of the Tragedy of the Commons, *Climate & Capitalism*, August 25, 2008; Ian Angus, Once Again: 'The Myth of the Tragedy of the Commons', *Climate & Capitalism*, November 3, 2008.

- [10] Susan Jane Buck Cox, No Tragedy of the Commons, *Environmental Ethics* 7, no. 1 (1985), 60.
- [11] J. M. Neeson, *Commoners: Common Right, Enclosure and Social Change in England, 1700-1820* (Cambridge University Press, 1993), 113.
- [12] J. M. Neeson, *Commoners*, 117.
- [13] J. M. Neeson, *Commoners*, 118-20.
- [14] J. M. Neeson, *Commoners*, 132.
- [15] J. M. Neeson, *Commoners*, 157.
- [16] Karl Marx, *Capital Volume 3*, trans. David Fernbach, (Penguin Books, 1981), 959.
- [17] For an insightful summary and critique of the major positions in those debates, see Henry Heller, *The Birth of Capitalism: A Twenty-First Century Perspective* (Pluto Press, 2011).
- [18] Karl Marx, *Grundrisse*, trans. Martin Nicolaus (Penguin Books, 1973), 510.
- [19] W. G. Hoskins, *The Midland Peasant: The Economic and Social History of a Leicestershire Village* (Macmillan., 1965), 141.
- [20] Mark Overton, *Agricultural Revolution in England: The Transformation of the Agrarian Economy, 1500-1850* (Cambridge University Press, 1996), 8, 21.
- [21] Karl Marx, *Capital Volume, 1*, 874.
- [22] Karl Marx, *Capital Volume 1*, 273.
- [23] Karl Marx, *Grundrisse*, 252-3.
- [24] Harry Magdoff, "Primitive Accumulation and Imperialism," *Monthly Review* (October 2013), 14.
- [25] "The So-Called Primitive Accumulation" — Chapters 26 through 33 of *Capital Volume 1* — can be read on the Marxist Internet Archive, beginning [here](#). The somewhat better translation by Ben Fowkes occupies pages 873 to 940 of the Penguin edition.
- [26] Karl Marx, *Capital Volume 1*, 895.